

Questions orales

[Français]

M. Wagner: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Comme le ministre refuse de recevoir M. Neto, pourrait-il dire s'il ne songerait pas à prendre l'initiative d'un nouveau mouvement axé essentiellement sur des nations de la taille du Canada, mouvement qui, au sein de l'OTAN ou ailleurs, lancerait un cri d'alarme pour que les habitants des territoires en cause obtiennent justice?

[Traduction]

M. Sharp: M. Neto sera reçu par des hauts fonctionnaires de mon ministère. J'ai donné une réponse hier au sujet de notre attitude à l'égard de la politique coloniale du Portugal qui, j'en suis certain, lui a aussi semblé satisfaisante.

* * *

[Plus tard:]

L'AGRICULTURE**LES MOTIFS DU REFUS DU CABINET D'UNE ENTREVUE AVEC LE BUREAU DU SYNDICAT NATIONAL DES AGRICULTEURS**

M. Bill Knight (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Un des administrateurs du Syndicat national des cultivateurs, qui représente des milliers de producteurs de l'industrie alimentaire au Canada, des milliers de producteurs indépendants, des industries de la transformation des aliments et d'autres industries passe présentement la semaine à Ottawa. Le premier ministre dirait-il à la Chambre pourquoi son cabinet, après avoir rencontré la semaine dernière, les associations des municipalités, le Congrès du travail du Canada et de nombreux organismes canadiens, n'est pas disposé à rencontrer le Syndicat national des cultivateurs, qui représente les cultivateurs du Canada tout entier?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que cette question est une répétition exacte d'une question précédente. Si le député n'a pas entendu ma réponse, il pourra...

[Français]

M. l'Orateur: A l'ordre. Je m'excuse d'interrompre le très honorable premier ministre...

[Traduction]

La question a bien été posée. J'ai donné la parole au député pour une question supplémentaire. Peut-être aimerait-il la présenter autrement, mais le temps presse.

M. Knight: Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Étant donné que la rencontre n'aura pas lieu entre le gouvernement fédéral et le syndicat national des cultivateurs, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il retire la responsabilité de la Commission canadienne du blé au ministre qui en est actuellement chargé pour la confier au ministre de l'Agriculture, étant donné que la seule raison qui s'oppose à cette rencontre est la vendetta que poursuit le ministre chargé de la Commission du blé!...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[M. Sharp.]

LES ŒUFS ET LES DINDES—LA STABILISATION DES REVENUS DES AVICULTEURS

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Vu les difficultés éprouvées par les producteurs d'œufs et les éleveurs de dindons au Canada, et vu la question relative aux œufs que j'ai posée la semaine dernière, le ministre peut-il expliquer davantage les projets précis qu'il a présentés aux deux offices de commercialisation de ces produits, en ce qui concerne la stabilisation du prix de ces deux denrées.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré hier soir encore les représentants des producteurs d'œufs. Nous essayons d'élaborer un programme qui leur convienne. Je ne suis pas en mesure de donner des précisions à son sujet, parce qu'il n'est pas encore au point.

* * *

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**L'APPELLATION D'«OTTAWA-HULL» DANS UNE BROCHURE**

M. Norval Horner (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre responsable à la Chambre de la Commission de la capitale nationale. C'est au sujet d'une récente publication intitulée «La nouvelle capitale du Canada». J'aimerais savoir si le ministre approuve les idées qui y sont présentées selon lesquelles la capitale ne serait plus Ottawa, mais Ottawa-Hull. Le ministre pourrait peut-être dire à la Chambre et aux Canadiens quel est le nom de notre capitale.

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, cette brochure dont parle le député, ce n'est pas moi qui l'ai autorisée et je l'ai vue pour la première fois hier soir. Aujourd'hui, j'ai parlé de son contenu avec le président de la Commission de la capitale nationale qui trouve à redire à certains passages...

Des voix: Oh, oh!

M. Basford: ... qui ne reflètent pas la politique du gouvernement.

* * *

LA CONSOMMATION**LE PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES—LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE POUR LA RÉPRESSION DU MERCANTILISME**

M. Paul E. McRae (Fort William): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Étant donné l'augmentation rapide du prix des aliments, de la viande en particulier, et la forte possibilité que certains groupes, notamment les salaisons puissent, en fait, réaliser des bénéfices excessifs qui pourraient être une des causes de ces augmentations, le gouvernement songe-t-il à donner à la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires ou à un autre organisme du même genre le pouvoir de réduire les prix quand il est prouvé qu'ils sont attribuables à des bénéfices excessifs?

Des voix: Oh, oh!